

Société / Faits divers / Justice

POLITIQUE

« Le bilan en demi-teinte de Macron »

Propos recueillis par Lionel MADELLA



Bertrand Pancher pointe aussi du doigt le manque d'ancrage territorial de LREM alors que son groupe UDI-Radicaux compte une centaine de maires de ville de plus de 10 000 habitants.

Photo J-N. P

En cette rentrée, Bertrand Pancher, député du Sud meusien, détaille le bilan de l'action gouvernementale. Il fixe ses dossiers prioritaires et ses échéances à l'échelon national et local.

Quel bilan tirez-vous de la 1^{re} année du quinquennat d'Emmanuel Macron ?

Il est en demi-teinte. Il y a des points très positifs, comme la nouvelle place de la France dans le monde. Face à la montée des populismes, la France retrouve une forme de crédibilité avec Emmanuel Macron. On partage un même combat pour une Europe plus forte et plus régulatrice, depuis la taxation des Gafa jusqu'à la maîtrise des migrations tout en soutenant le

droit d'asile. On peut citer aussi sous un angle économique la relance des investissements, ou encore les réformes tant attendues du Code du travail, le pacte ferroviaire ou le droit à l'erreur...

Je reste sur ma faim sur la réforme de la formation professionnelle (recentralisation avec la sortie du dispositif des régions), la loi logement avec une incitation à la restructuration par asphyxie des organismes HLM (baisse des APL compensée par une baisse de loyers) ou encore les mesurette de la loi Egalim sur l'agriculture.

Enfin les aspects négatifs : le pouvoir d'achat, la CSG, la flat tax sur les actions, l'abandon de la taxation des transactions financières et le Plan banlieues. Je plaide donc pour un sursaut avec une politique beaucoup plus équilibrée sur le plan social, environnemental et en direction des territoires. Ce sera en tout cas la ligne d'action de notre groupe parlementaire.

Quels sont les dossiers sur lesquels vous entendez peser dans les prochains mois au niveau national ?

Le Plan pauvreté de 8 milliards a été plutôt bien reçu. Un projet me tient particulièrement à cœur, c'est le Revenu universel d'activité. Il faut voir comment tout cela va se déclinier. Il n'y a pas eu de recentralisation des dispositifs comme je le craignais. Emmanuel Macron commencerait-il peut-être à entendre raison ? Nous regarderons en tout cas ce volet social de très près. Sur le plan environnemental, ce sera la Loi mobilité et le financement des infrastructures de demain. Il nous faut au minimum un milliard de plus ! La taxe carbone, Emmanuel Macron avait prévu dans sa campagne de la faire monter à 200 € la tonne. On en est encore à 50 €/t... Or, le fruit de cette taxe doit justement servir à changer les comportements (mode de transports et type de véhicule), voire diminuer les charges des entreprises sur le modèle suédois, et financer la rénovation thermique. On ne réduira pas nos émissions de gaz à effet de serre si on ne s'attaque pas aux transports et au logement. Il y a 200 000 rénovations de logements par an, alors qu'il en faudrait 500 000... Mais il faut arrêter les yoyo fiscaux ! Ce marché a besoin de stabilité.

Quelles initiatives porterez-vous à l'échelon départemental ?

Je relance la semaine prochaine mes BPLAB (consultations et tables rondes participatives). Après avoir traité des thèmes de l'alimentation, des collectivités et de l'Europe, j'aborderai cette fois la réforme des retraites et le service civique obligatoire où il y a une grande controverse. Je veux notamment que les jeunes s'expriment sur le sujet.

« J'étais très copain avec Nicolas Hulot, je le suis tout autant avec François de Rugy. On a beaucoup débattu ensemble ! »